

Madame Parly fait pleuvoir les mauvais coups en Juillet

Comme souvent, la période estivale reste le moment privilégié des dirigeants politiques pour faire les annonces « difficiles ».

Mme Parly, ministre des Armées n'a pas dérogé à cette « tradition » en annonçant coup sur coup la privatisation d'une partie importante de l'entretien des matériels et véhicules de l'armée de terre ainsi que la fermeture de la base aérienne de Châteaudun.

MCO terrestre : externalisation à 40 %

Alors que depuis des mois le secteur de la maintenance aéronautique étatique est sur la sellette, c'est pourtant le terrestre que Mme Parly a décidé de mettre rapidement sur la voie de la privatisation.

C'est en déplacement le 23 juillet au 2^{ème} RMAT de Bruz que la ministre a jugé opportun de faire connaître sa décision de confier au secteur privé 40 % des activités de maintenance terrestre (il serait actuellement de 15 %).

Ce cadeau aux industriels privés se fera bien évidemment au détriment du secteur et des personnels étatiques.

Mme Parly justifie sa décision par sa volonté d'augmenter fortement la disponibilité des matériels.

C'est un véritable affront que fait la ministre aux personnels du ministère qui sont au pire considérés responsables de la situation, au mieux jugés incapables de pouvoir améliorer cette situation.

Pour la Cgt, la cause de la dégradation des conditions de maintenance est plus à rechercher dans les suppressions d'emplois étatiques, la vétusté et l'ancienneté de nombreux matériels, les restructurations et réorganisations successives qui ne permettent pas de travailler dans les meilleures conditions.

Châteaudun : fermeture de la base aérienne en 2021

Parce qu'elle l'estime trop cher à maintenir, la ministre des Armées a taillé dans le vif et décidée de fermer l'EAR 279 d'ici 3 ans.

Les 330 personnels civils et militaires sont donc invités à aller rechercher du travail ailleurs. Au delà des conséquences sociales et économiques pour le bassin d'emploi, Mme Parly n'a pas évoqué le devenir des activités de la base, ce ne semble pas être sa préoccupation première.

Sans concertation, sans justification industrielle et stratégique avec comme seule raison des questions de coûts et d'économies avec un budget de la défense en hausse, Mme Parly détruit d'un seul trait de plume un établissement historique de la défense et plonge dans l'incertitude de nombreux salariés et leur famille. Les méthodes de la ministre tant sur la forme que sur le fond sont aussi lamentables que celles de ses prédécesseurs.

En profitant de la période de l'année où une partie importante des salariés ne sont pas présents dans leur établissement, la ministre des Armées espère limiter la contestation sociale.

Loin donc de ce qui est évoqué par le ministère des armées, ces 2 annonces successives démontrent bien que les restructurations lourdes se poursuivent au même rythme que sous l'ère Sarkozy et Hollande. La Cgt appelle les salariés à débattre avec leur organisation syndicale dès le début du mois de septembre pour décider ensemble des initiatives à prendre pour maintenir leurs emplois et leurs activités au sein de leurs établissements actuels.